

SPÉCIAL CONGRÈS DES RÉGIONS

LA TRIBUNE *DIMANCHE*

CAROLE DELGA
PRÉSIDENTE DE RÉGIONS DE FRANCE

**«LE TEMPS
DES RÉGIONS
EST VENU»**

**Leurs nouvelles batailles :
financement, industrie,
transport ferroviaire**

**Salariar les médecins,
une nouvelle réponse face
aux déserts médicaux**

**L'environnement et l'énergie,
des leviers stratégiques
pour les territoires**

À Montpellier,
le 24 octobre.

PROPOS RECUEILLIS PAR CÉSAR ARMAND ET PHILIPPE MABILLE

Le 6 novembre se tiendra le 21^{ème} Congrès des Régions. Pour cette année qui marque le dixième anniversaire de la création des 13 grandes régions, les élus ont choisi le Palais des Congrès de Versailles pour se réunir. Un clin d'œil alors que c'est là que le président de la République peut convoquer le Parlement en congrès. Devenues un acteur déterminant de l'organisation de nos territoires, les régions sont bien décidées à obtenir autant de pouvoirs que les Länder allemands. La présidente socialiste de la région Occitanie, qui préside Régions de France, y est prête, tout autant que son président délégué, le LR Renaud Muselier. Signe d'un consensus gauche-droite pour un nouvel acte de décentralisation proposé par le Premier ministre Sébastien Lecornu ?

Dix ans après la naissance des grandes régions, trois quarts des Français souhaitent qu'elles concentrent davantage de pouvoirs de décision de la même façon que deux tiers d'entre eux se disent favorables à un fédéralisme régional. Comment accueillez-vous ces résultats ?

Les Français attendent que nous travaillions dur pour améliorer leur vie, simplifier leur quotidien et pour cela, ils ont confiance dans les élus locaux. Ce sondage démontre une constance de leur part : ils veulent plus de pouvoir localement pour mieux répondre à leurs attentes, avec une meilleure réactivité dans la décision et une plus grande efficacité dans l'administration publique. Ils ont bien compris que les Régions sont solides et peuvent faire plus avec moins de dépenses publiques.

Comment expliquez-vous une telle adhésion au fédéralisme ?

Dans notre société, nombre de personnes se sentent insécurisées, isolées, enfermées dans leur condition sociale et territoriale. Notre devoir est de rassurer sur la liberté de choisir son destin. Les Français ont longtemps été très attachés à l'État central, mais aujourd'hui, ils sont conscients que les grandes collectivités locales et, en particulier, les régions, sont plus proches de certaines de leurs problématiques. Autrement dit, ils attendent un État fort sur ses missions régaliennes – la sécurité, la justice, etc. – et des régions puissantes sur la formation, l'éducation ou encore les aides aux entreprises.

Donc François Hollande a eu raison de faire cette réforme ?

Bien sûr, le temps des Régions est venu. Elles sont désormais une véritable force de frappe pour la réindustrialisation et la production agricole, la transition vers l'économie verte et les réponses concrètes au dérèglement climatique. Nous jouons un rôle majeur dans la stabilité politique et pour la confiance économique. Durant cette période difficile, les Régions sont des piliers sur lesquels les habitants, les entreprises, et les ministères trouvent un appui solide.

Il n'empêche, les 245 villes sous-préfectures se sentent particulièrement abandonnées...

Tous nos présidents de région, nos élus et nos équipes sont très attentifs à la réalité de la vie, très différente entre une métropole et un territoire rural. En Occitanie, sur mes treize départements, j'ai créé, sans surcoût, dix-huit maisons de région, qui me permettent d'avoir un relai de connaissance et d'action pour répondre aux besoins du terrain et adapter les politiques publiques. Nous veillons tous à ne pas recréer un jacobinisme régional mais à appliquer une différenciation territoriale telle que nous la réclamons au niveau national.

Les Français ont aussi l'impression que ces grandes régions n'ont pas permis de faire beaucoup d'économies d'échelle...

Beaucoup de fausses informations circulent sur cette question. Preuves à l'appui, des économies ont été faites, sinon, comment aurions-nous fait face aux coupes budgétaires imposées par l'État, qui se comptent en plusieurs milliards. Alors que 95% de nos budgets dépendent de décisions nationales, notre capacité d'investissement entre 2019 et 2024 a augmenté de 36 % ! Et notre endettement a toujours été

À Montpellier (Hérault), le 25 octobre.



© EMILIE ARFEUIL POUR LA TRIBUNE DIMANCHE

CAROLE DELGA PRÉSIDENTE DE RÉGIONS DE FRANCE

« Un nouvel acte de décentralisation est essentiel »

Carole Delga, présidente de Régions de France et de la Région Occitanie dresse un bilan très positif de la réforme Hollande de 2015. Elle plaide pour donner plus de pouvoir aux 13 super-régions.

raisonné et donc raisonnable. Grâce à ces investissements, nous avons doublé le budget des transports et des mobilités, une double demande de nos entreprises

et de nos concitoyens. Plus généralement, nous participons fortement à la souveraineté énergétique et industrielle du pays. Nous savons donc gérer nos budgets, investir utilement pour le quotidien des Français et l'avenir du pays tout en faisant des économies.

Le Premier ministre Sébastien Lecornu promet aux élus locaux une nouvelle étape de décentralisation.

Qu'en pensez-vous ?

Pour restaurer le climat de confiance en l'avenir et pour renouer le lien qui s'est profondément dégradé entre les Français et l'action publique, ce nouvel acte de

décentralisation est essentiel. Nous pouvons agir plus efficacement avec une meilleure utilisation des deniers publics. Encore faut-il que l'État cesse de réduire nos moyens budgétaires ! Le projet de loi de finances est, à cet égard, inacceptable : recul des dotations, écrêtement de la TVA, réduction de notre autonomie fiscale... Le Gouvernement fait les poches des régions, et plus largement des collectivités ! S'il devait être adopté, l'impact sur les aides aux communes, aux entreprises, aux formations sanitaires et sociales serait majeur.

Pour autant, nous continuons à être force de propositions sur l'emploi, l'aide aux entreprises, l'orientation sur l'autonomie de la Corse, les évolutions statutaires de la Guyane, de la Martinique ou de la Guadeloupe, et plus globalement sur la différenciation entre les territoires. Nous avons la maturité politique pour avancer et l'urgence démocratique et budgétaire actuelle nous oblige.

Faut-il supprimer les départements pour mettre fin au mille-feuille territorial ?

C'est une solution de facilité qui n'apporterait, selon moi, aucune amélioration réelle à la vie des Français, puisque nous avons besoin des départements, en particulier dans le domaine de la solidarité. Ce qui compte, c'est la clarification : définir le « *qui fait quoi* ». Il faut arrêter la multiplicité des interventions entre l'État et les collectivités locales, supprimer les doublons. Un récent rapport du Sénat, par exemple, confirme que les Régions contrôlent les aides aux entreprises et en vérifient avec rigueur les contreparties, à la différence de l'État. Stoppons donc dans ce domaine la multiplication des appels à projet étatiques et transférons la gestion des aides aux entreprises aux régions.

Ne pourriez-vous pas prendre en charge les collèges en plus des lycées ?

A titre personnel, j'y suis favorable. Pour créer une continuité, notamment dans l'orientation et les services à la jeunesse. Créer un lycée ou un collège, le rénover, c'est le même métier.

“

La fiscalité locale doit être en lien avec les missions des collectivités territoriales

La fiscalité locale reste d'une complexité inouïe. Que proposez-vous pour inverser la tendance ?

Pour que les Français se repèrent dans le magma administratif de la centralisation, il faut des idées claires et des grands principes. En un mot : la fiscalité locale doit être en lien avec les missions des collectivités territoriales. L'an dernier, nous avons obtenu un versement mobilité régional, en lien avec nos investissements dans les transports. Nous devrions aussi avoir une vraie autonomie fiscale en lien avec le monde économique, car nous donnons des aides aux entreprises, nous favorisons l'enseignement supérieur, la recherche, l'innovation... Bénéficier d'une part de l'impôt sur les sociétés serait une bonne piste à travailler.

Mais vous êtes contre l'idée du Medef qui consisterait à laisser les régions moduler le taux de l'impôt sur les sociétés entre 20 et 25 % pour attirer les entreprises...

Franchement, pour les cinq-dix prochaines années, la France a plus besoin de cohésion que de concurrence entre les territoires.

Cela résonne comme un slogan de candidate à l'élection présidentielle...

Quand vous êtes président de région, vous avez connaissance de la réalité de la vie de nos concitoyens car vous vous trouvez sur le terrain à portée d'engueulade, à vivre tous leurs problèmes. Et vous avez aussi une vision nationale en participant à des politiques nationales que sont la souveraineté alimentaire, énergétique et industrielle. Idem sur les questions internationales où vous allez à l'étranger promouvoir nos entreprises ou lorsque vous recevez des investisseurs internationaux. Dans tous les cas, vous défendez les savoir-faire français et vous êtes l'ambassadeur d'Airbus, des compagnies ferroviaires ou des innovations environnementales, culturelles par exemple. Donc, bien sûr que les présidents de région s'intéressent à la présidence de la République Française, car les responsabilités de votre fonction font que vous appartenez à « l'équipe de France ». Et dès que vous faites partie d'une telle équipe, la nature humaine et les circonstances font que parfois, vous avez envie d'en devenir le ou la capitaine.

Dans ce moment d'instabilité politique nationale, qu'est-ce que la gouvernance des régions nous apprend sur l'art de trouver des compromis politiques au service de l'intérêt général ?

Nous avons des obligations de résultats car nous sommes très proches de la vie de nos concitoyens. Nous faisons aussi bien du transport scolaire que de l'aide à l'artisanat ou à la recherche pour une multinationale. Nous devons également anticiper les transitions énergétiques – l'hydrogène par exemple –, le numérique, le Cyber, l'IA... Au nom de l'intérêt général, nous savons calmer les passions tristes politiciennes et faire voter, ensemble, nos majorités et oppositions, au service de projets d'avenir. C'est aussi ce que je fais à la tête de Régions de France, où je travaille tant avec les présidents de droite que de gauche et nous nous mettons d'accord sur des propositions et projets communs, qui améliorent la vie des Français. ■

►►► Retrouvez l'intégralité de l'interview sur Latribune.fr